Reprise des relations France-Burundi : Paris sort enfin de son silence

TV5MONDE, 24.07.2019 Reprise des relations France-Burundi : les explications de la diplomatie franÃ§aise En octobre dernier, en toute discrÃ©tion, la France et le Burundi ont dÃ©cidÃ© la reprise de leurs relations bilatÃ©rales, Ã travers une coopÃ©ration dans les domaines de l'Ã©ducation et de la dÃ©fense. Un accord conclu alors que l'Union europÃ©enne venait de renouveler ses sanctions Ã l'encontre de rÃ©gime de Pierre Nkurunziza.Â L'opposition burundaise se dit "abasourdie". Le Quai d'Orsay rÃ©agit.

Le Quai d'Orsay sort enfin de son silence. Le ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res franÃ§ais rend compte Ã TV5MONDE des termes de la reprise de la coopÃ©ration avec le Burundi. Le ministÃ¨re assure que la position franÃ§aise n'entre pas en contradiction avec les dÃ©cisions europÃ©ennes prises en vertu de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Car pour la France, il ne s'agit pas d'une reprise de l'aide au gouvernement burundais mais aux populations. "Pas un seul centime ne passe par le gouvernement burundais !", nous assure la diplomatie franÃ§aise. Cette aide notamment ciblÃ©e sur l'Ã©ducation devrait passer par des ONG comme l'UNICEF.Â Par ailleurs, le Quai d'Orsay rÃ©vÃ¨le que la coopÃ©ration militaire avec le Burundi a repris "de faÃ§on symbolique". Elle ne concernerait que les troupes burundaises destinÃ©es au maintien de la paix dans le cadre de missions internationales type ONU, Casques bleus, etc.Â Le mystÃ¨re autour de cette reprise de coopÃ©ration durait depuis leÂ 30 octobre 2018. Le chef de la diplomatie burundaise est Ã Paris.Â Ezechiel Nibigira rencontre des responsables de l'ElysÃ©e et du ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res. Lors de ces entretiens, une dÃ©cision est prise : les relations bilatÃ©rales entre la France et le Burundi vont reprendre.Â Comme le souligne RFIÂ le dimanche 21 juillet 2019, il n'y a alors "pas de communiquÃ©, aucune dÃ©claration de la part des autoritÃ©s franÃ§aises ou burundaises sur cette reprise de lâ€™aide directe de la France depuis le dÃ©but de la crise au Burundi il y a quatre ans". Il faut attendre le 12 juillet 2019 et un discours de l'ambassadeur de France au Burundi pour que cette reprise des relations soit mentionnÃ©e. Laurent Delahousse s'exprime lors d'une cÃ©rÃ©monie Ã l'occasion de la fÃªte nationale franÃ§aise. Que sait-on prÃ©cisÃ©ment sur cette "main tendue" ? Selon RFI, "il sâ€™agit notamment de la formation dâ€™offi burundais en France et dans les Ã©coles Ã vocation rÃ©gionale au Gabon et au SÃ©nÃ©gal. Mais aussi par un financement de 50 millions de dollars pour le domaine de lâ€™Ã©ducation". Aucune prÃ©cision supplÃ©mentaire. Quant Ã l'ambassadeur, il prÃ©cise dans son discours que, si le dialogue politique a repris avec le Burundi, il n'a,Â pour l'heure, pas "accÃ¨s aux plus hautes autoritÃ©s" du pays. Cinq jours avant la reprise des relations entre la France et le Burundi, le 25 octobre 2018,Â l'Union europÃ©enne a pourtant dÃ©cidÃ© deÂ renouveler pour un anÂ ses sanctions contre le rÃ©gime de Pierre Nkurunziza. L'Europe explique qu'elleÂ reste "vivement prÃ©occupÃ©e par la situation des droits humains au BurundiÂ qui nuit Ã toute initiative de rÃ©conciliation, de paix et de justice. Elle relÃ¨ve en particulier, la persistance dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires et d'arrestations arbitraires". Ces sanctions, adoptÃ©es dÃ¨s octobre 2015, visent notamment quatre proches du prÃ©sident Nkurunziza. Quelques mois plus tÃ´t, le pays avait sombrÃ© dans la violence aprÃ¨s la dÃ©cision du chef de l'Etat de se prÃ©senter pour un troisiÃ¨me mandat Ã la tÃªte du pays.Â Depuis lors, l'Union europÃ©enne rÃ©pÃ¨teÂ qu "seul un dialogue dÃ©bouchant sur un consensus, dans le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation de 2000 et de la Constitution du Burundi, permettra de trouver uneÂ solution politique durable dans l'intÃ©rÃªt de la sÃ©curitÃ© et la dÃ©mocratieÂ pour tous les Burundais". Cette dÃ©cision franÃ§aise de renouer des relations avec le Burundi, malgrÃ© une situation que Bruxelles considÃ¨re toujours comme problÃ©matique, provoque la colÃ¨re et l'effarement de l'opposition en exil.Â Entretien : Pancrace Cimpaye, coordinateur du parti MSD en Europe (opposition burundaise)Â TV5MONDE : Quel est votre sentiment en apprenant la reprise des relations entre la France et le Burundi ?Â Pancrace Cimpaye :Â Nous sommes surpris, dÃ©solÃ©s, abasourdis. Nous avions toujours pensÃ© que la France Ã©tait membre de lâ€™Union europÃ©e qui, jusquâ€™Ã ce jour, a pris des sanctions contre la dictature de Pierre Nkurunziza. Nous pensions que la France allait rester sur cette ligne de lâ€™Union europÃ©enne. La dictature nâ€™est pas encore partie, le dialogue nâ€™existe pas au Buru crimes contre lâ€™HumanitÃ© restent dâ€™actualitÃ© au Burundi, bref, nous ne pouvons pas comprendre. Comment la France elle appuyer un tel rÃ©gime ?Â Je pense quâ€™on est en train dâ€™encourager Nkurunziza Ã sâ€™empÃªtrer dans son isol dictature ne doit pas Ãªtre encouragÃ©e, gratifiÃ©e par une coopÃ©ration, a fortiori militaire ! Comment un pays comme la France peut-il appuyer un tel corps ? Comment expliquez-vous cette dÃ©cision de la France ?Â Il est difficile de trouver une explication par rapport Ã cette attitude car nous considÃ©rons que la France est en train de trahir ses fondamentaux de libertÃ©, dâ€™Ã©galitÃ© et de fraternitÃ©. Elle trahit le peuple burundais qui est en souffrance. Comment peut-on appuyer lâ€™armÃ©e burundaise ? Une armÃ©e qui fait des incursions en RDC ? Une armÃ©e qui massacre des rÃ©fugiÃ©s au Congo armÃ©e qui, autour de Pierre Nkurunziza, a transformÃ© le Burundi en une prison Ã ciel ouvert ? Câ€™est hallucinant et je suis en colÃ¨re. Comment la France, qui est leader au sein de lâ€™Union europÃ©enne, peut-elle se dÃ©dire dans ce concert des nations europÃ©ennes ? En annonÃ§ant la reprise de ces relations, lâ€™ambassadeur de France reprend les mots du prÃ©sident Macron qui Ã©voque une "dynamique positive" au Burundi, liÃ©e notamment Ã la non-candidature de Pierre Nkurunziza Ã la prÃ©sidentielle de lâ€™an prochain... Tout dâ€™abord, la parole dâ€™un homme comme Pierre Nkurunziza n que ceux qui y croient. Que je sache, il nâ€™a signÃ© nulle part quâ€™il ne reviendra pas, mais quâ€™Ã cela ne tienne. Les c minimum pour une Ã©lection crÃ©dible nâ€™existent pas. 5% de la population burundaise, y compris les responsables politiques, vivent en exil et ne peuvent pas participer Ã ces Ã©lections. Quant Ã Agathon Rwasa, qui lui est au Burundi avec son parti le CNL, malgrÃ© tous ses efforts, ses militants sont emprisonnÃ©s, dâ€™autres disparaissent ou sont torturÃ©s.Â Je dois aussi vous parler de la Commission Ã©lectorale supposÃ©e indÃ©pendante. Il devait y avoir une consultation avec les diffÃ©rents acteurs politiques mais elle a Ã©tÃ© mise en place par Pierre Nkurunziza lui-mÃªme !Â Cette Ã©lection est donc verrouillÃ©e, elle nâ€™est prÃ©parÃ©e que pour le seul profit du CNDD-FDD (le parti prÃ©sidentiel, NDLR). Il serait illusoire de parler dâ€™une Ã©lection qui va ramener la dÃ©mocratie au Burundi. Ce sera le statu quo. OÃ¹ en sont vos relations avec le pouvoir burundais aujourd'hui ?Â Les seuls Ã©changes en cours se faisaient autour du facilitateur Benjamin Mkapa (qui a dÃ©cidÃ© de jeter lâ€™Ã©ponge en octobre 2018, NDLR). Lors des derniÃ¨res discussions, toute lâ€™opposition Ã©tait prÃ©s le pouvoir de Bujumbura nâ€™a pas daignÃ© se prÃ©senter. Nkurunziza a totalement coupÃ© les ponts avec lâ€™opposition

burundaise. Il nâ€™y a ni dialogue, ni contact, et câ€™est pourquoi nous sommes rÃ©voltÃ©s de voir la France violer lâ€™artic
lâ€™accord de Cotonou, en vertu duquel l'Union europÃ©enne sanctionne le Burundi, NDLR). Lâ€™Union europÃ©enne avait p
cette dÃ©cisions prÃ©cisÃ©ment car il y avait absence de dialogue entre le pouvoir et lâ€™opposition. Ce qui est encore plus
grave, câ€™est que lâ€™ambassadeur lui-mÃªme reconnaÃ®t quâ€™il nâ€™a plus accÃ¨s aux autoritÃ©s burundaises ! Les d
accrÃ©ditÃ©s Ã Bujumbura nâ€™ont mÃªme pas le droit de voir le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res ! Ils nâ€™ont pas le droi
responsable du parti prÃ©sidentiel !Â La France doitÂ rester solidaire avec la ligne de lâ€™Union europÃ©enne qui consiste Ã
contraindre Nkurunziza Ã rejoindre la table des nÃ©gociations. Par Matthieu Vendrely